

Alain Tarrus

Les nouvelles migrations de la globalisation par le bas

La « globalisation par le bas » est post-immigration : il s'agit moins de s'intégrer à des sociétés nationales différentes que d'accompagner les flux circulatoires de marchandises tout au long de nouvelles « routes commerciales ». L'approche ethnographique de ces nouveaux réseaux montre en quoi le cadre des États-nations est débordé et des villes européennes comme Marseille, Sofia ou Alicante en sont profondément transformées.

Des formes migratoires nouvelles s'affirment de plus en plus, autour du Bassin méditerranéen, depuis une vingtaine d'années. Celles que nous observons depuis le milieu des années 1980 se caractérisent par des mobilités pendulaires internationales de milliers de Marocains et d'Algériens, petits entrepreneurs commerciaux en migration, qui transportent des produits d'usages licites des nations ouest européennes vers leurs villes et villages d'origine. C'est ainsi que nous avons identifié, lors d'enquêtes menées en 1985 et 1986, un dispositif commercial de haute densité dans Belsunce, le quartier historique central de Marseille. Au fil des ans, ce dispositif qui recevait alors tous les ans environ 700 000 acheteurs originaires du Maghreb, s'est internationalisé et a fourni tapis, appareils électroménagers, audiovisuels, pièces de rechange de voitures, etc. à des « fournis » du commerce qui allaient livrer sur place tous ces clients qui ne pouvaient plus obtenir de visas pour se déplacer vers Marseille¹. Vaste

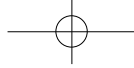
1 Mes enquêtes à Marseille durèrent de 1984 à 1994 et se terminèrent par la publication de *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, Éditions de l'Aube, 1995, rééd. sous le titre, *Économies souterraines. Un comptoir commercial maghrébin à Marseille*, 2000.

reconversion de dizaines de milliers de « petits migrants », souvent chômeurs ou dans des situations économiques précaires, qui purent ainsi obtenir de leur « compétence circulatoire » des revenus relativement confortables : en 1995 nous comptons 42 000 véhicules effectuant deux aller-retour par mois du Midi de la France vers le Maroc, via Alicante et Algésiras, ou vers l'Algérie, via Alicante et Oran. Environ 160 000 personnes, plutôt marocaines, localisées de la frontière espagnole à Toulon et Valence, vivaient de ces revenus.

Après 1995 mes enquêtes portèrent, jusqu'en 2000, sur les circulations des Marocains et des Algériens dans le Midi de la France et l'Espagne vers le Maroc : *La mondialisation par le bas*, Balland 2002. À partir de 1995 des équipes locales marseillaises poursuivirent l'observation du quartier Belsunce (Michel Péraldi, etc.). D'autres enquêtes, concernant des populations riches ou pauvres, ethniques ou non me permirent d'affiner méthodologiquement et théoriquement cette notion de « territoires circulatoires » : voir notamment, *Anthropologie du mouvement*, Paradigmes, 1989 et *Les Fourmis d'Europe*, l'Harmattan, 1992.

■ Dans le cadre d'une recherche menée, avec Lamia Mssaoui, pour le « Plan Urbanisme, Construction et Architecture », sur la « gentrification » et la mixité sociale dans les villes de Sofia, Trieste et Alicante, (rapport de recherche remis en novembre 2005), notre problématique a débordé des limites des villes pour comprendre l'impact des nouvelles formes de migration, et de leurs réseaux internationaux, dans ces phénomènes. Nous avons donc conjugué les mobilités des étrangers et leurs sédentarisations dans des quartiers des villes envisagées, et d'autres

Depuis 2001², notre attention et nos enquêtes se sont portées sur des migrants « circulaires » et non plus « pendulaires », Afghans et Caucasiens qui effectuent des rotations internationales de dix à seize mois par l'Iran, les Émirats, la Syrie, Istanbul, la côte bulgare, sur la Mer Noire, Odessa, la Géorgie, puis retournent chez eux : ils transportent vers Sofia des appareils électroniques acquis à Dubaï, des bijoux et des vêtements de Syrie, des blousons de cuir confectionnés à Istanbul. Ils effectuent par-ci par-là des petits travaux durant leur rotation. Dans ce cas, contrairement aux Marocains et aux Algériens précités, ils ne résident pas dans les pays traversés. Mais cette articulation différente entre mobilités et sédentarité n'efface pas de fortes similitudes entre ces deux formes migratoires. Sur le fond les uns et les autres, renonçant aux dépendances micro localisées de grandes, moyennes ou petites entreprises, se placent désormais au service de grandes entreprises mondialisées et font circuler, dans des conditions de compétitivité et des logistiques inabordables par les accords commerciaux officiels usuels, des produits vers des populations qui en seraient dépourvues. Ce « décalage de dépendance » n'est pas sans effet sur les positions de ces dizaines de milliers de nouveaux migrants par rapport aux politiques d'insertion des États-nations traversés. Minoration à l'extrême des perspectives de l'intégration, complémentarité économique avec les seuls lieux d'origine,



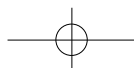
capacité d'initier des comportements adaptés aux sociabilités de plusieurs contextes culturels, institution de « territoires circulatoires³ » tramés par les itinéraires des réseaux et présentant des contours, des modalités d'articulation aux sociétés locales, différents de ceux proposés par les découpages historiques en frontières politiques nationales. C'est ce dernier point que nous voudrions approfondir dans cet article en montrant comment, à l'est et à l'ouest du bassin méditerranéen, des villes européennes sont de plus en plus structurées par la présence d'étrangers redevables de ces nouvelles formes migratoires et présentent des morphologies socio-spatiales bien différentes de celles, usuelles dans nos espaces, de la concentration, souvent suburbaine, des pauvres. Ces nouvelles formes pourraient être avantageusement désignées comme « post-migratoires » : l'extension des problématiques de la mobilité spatiale et sociale réservées classiquement aux mouvements de populations internes à un État-nation, rend bien davantage compte de la nature et des productions de ces nouveaux flux d'étrangers que celles de l'é-migration ou de l'im-migration qui ne font plus guère sens. Comment entre-t-on dans la ville et en sort-on (disait déjà Ezra Park), de quelque étage territorial proche ou lointain que l'on vienne ? Comment entre-t-on en voisinage avec tous ces autres qui composent des mondes cosmopolites à partir de populations mobiles ? Telles sont les questions qui ont guidé nos investigations. C'est de Sofia, capitale bulgare, et d'Alicante, port du Levant espagnol, que nous traiterons ici.

Sofia : quand la gentrification « après le socialisme » n'attend pas l'apparition d'une « classe moyenne »

L'enquête menée à Sofia a été longue, car nous ne sommes pas seulement devant le cas courant des villes ex-socialistes en transition vers le capitalisme, où les transferts de propriété sont d'une part les marqueurs essentiels de la paupérisation accrue des populations, et d'autre part ceux de l'émergence d'une caste riche. Ici, d'emblée, les transformations urbaines ont été tributaires d'une double articulation à de vastes espaces extérieurs : au Moyen Orient par des migrants

villes traversées par les mêmes réseaux migratoires. C'est par immersion dans ces populations d'Afghans et de Caucasiens, lors de leurs déplacements en camion ou autobus, que nous avons noué des liens propices aux enquêtes que nous exposons rapidement. C'est ainsi par exemple qu'en mai et juin 2004 nous avons travaillé comme accompagnateur-livreur de colis entre Istanbul, Bourgas et Varna, durant sept semaines et rencontré des professionnels des transports et des migrants qui nous ont ensuite permis des déplacements dans les zones « sans État » proches de l'Albanie.

³ J'ai proposé cette notion dès 1986, et l'ai précisément explicitée en... 2000 in *Les nouveaux cosmopolitismes*. Éd. de l'Aube.



anciens, aux nations d'Europe occidentale par des mafias puissantes. Trois populations témoins des transformations urbaines contemporaines exposent là, plus particulièrement, le processus de transition vers le socialisme: les anciens et nouveaux migrants moyen orientaux, les Gitans et les populations paupérisées jusqu'à la misère, et enfin les milieux affairistes qui tirent de la rénovation urbaine et de divers trafics leur nouvelle richesse.

La population de Sofia a légèrement dépassé les 1 300 000 habitants. Cette ville, située à 500 mètres de hauteur, au pied d'une montagne mythique, la Vitocha, rassemble en son centre une zone d'architecture « socialiste » construite sur le modèle stalinien, dans les années 1950, puis des rues bordées de petits immeubles et de maisons individuelles construites entre 1900 et 1910, par ci par là quelques maisons du XVIII^e, d'architecture austro-hongroise, et puis d'interminables étendues concentriques d'immeubles de quatre à six étages construits dans les années 1970 et 1980.

De la fraternité populaire à la main mise sur des secteurs commerciaux : les Syriens de Sofia

La Bulgarie d'avant 1991 s'était solidarisée avec un « peuple frère » du Moyen Orient: la République de Syrie. L'important dispositif de formation bulgare recevait des élèves ingénieurs, des étudiants de hautes spécialités universitaires. Ceux-ci étaient issus pour partie des familles des dirigeants politiques et pour partie des familles de commerçants aisés et proches du pouvoir, des bazaris essentiellement. La bourgeoisie commerçante damascène préférait envoyer ses enfants à Sofia plutôt que dans la lointaine Moscou, non que les formations y soient meilleurs, mais surtout parce que la proximité, via Istanbul, permettait de « faire passer » des marchandises absentes du marché bulgare, et recherchées par les habitants ayant quelque moyen. Un commerçant de vêtements, Syrien d'Alep, nous fit « faire le tour » de ses concitoyens installés dans le centre de Sofia, autour de l'ancien quartier des organes de pouvoir socialiste, composé de vastes esplanades et d'immenses bâtiments, en cours de « gentrification mondiale », tel un Palais du Parti réhabilité en Hilton: l'exposé que chacun me fit de sa trajectoire migratoire d'installation est d'un modèle unique:

« Avant 91, on restait cinq ou six ans en Bulgarie, en partie pour les études, en partie pour perpétuer les commerces de bijoux et de vêtements qui existaient, entre Damas et Sofia, depuis le milieu des années 1970. On n'était pas vraiment installés mais chacun savait qu'il pouvait acheter auprès des étudiants Syriens. Après 1991, plusieurs

centaines d'entre nous ont obtenu la naturalisation bulgare, et plusieurs centaines d'autres des autorisations de résidence à long terme⁴; alors nous avons installé des succursales de magasins de Damas ou d'Alep. Puis nous avons commercialisé, en plus des bijoux et des habits, des produits électroniques, en collaboration avec les Iraniens et les Afghans. Depuis cinq ans, notre quartier du centre est de plus en plus peuplé par des Égyptiens, des Palestiniens et des Tunisiens qui ouvrent des commerces de produits alimentaires et des petits restaurants à bas prix. Nous sommes très appréciés par les Bulgares qui viennent de plus en plus dans ce quartier. Il n'y a pas de racisme contre nous, car nous ne volons les métiers d'aucun Bulgare, et on leur permet de faire de bonnes affaires par rapport aux commerces du centre ville. »

Nous avons donc enquêté sur les migrations moyen-orientales en Bulgarie⁵. Depuis 1997, après la grande crise qui vit le départ, et l'expulsion, de centaines de milliers de Bulgares Turcophones vers la Turquie, un flux migratoire transnational s'est institué entre l'Afghanistan et le pourtour de la Mer Noire, via l'Iran, les Émirats (et surtout Dubaï), la Syrie, la Turquie, puis la Bulgarie, les retours s'effectuant généralement à partir du port bulgare de Burgas, vers la Géorgie, via Odessa en Ukraine; puis, par l'Azerbaïdjan, ces migrants retournent dans les villes et villages qu'ils ont quittés de 12 à 18 mois auparavant. Nous sommes devant une de ces formes de migrations transnationales qui se développent de par le monde depuis les années 1990. Ces migrants, des hommes presque exclusivement, travaillent par-ci par-là au cours de leur grande tournée, et, pour la plupart d'entre eux, servent de « porteurs » ou de passeurs à des commerçants installés à Dubaï ou en Syrie. Des Émirats, ce sont des produits électroniques de dernier cri, lecteurs MP3, micro-ordinateurs, etc., qui transitent. Les « fourmis » afghanes ou iraniennes impliquées dans ces trafics agissent généralement sur commande de commerçants syriens de Sofia. Il s'agit de matériels détaxés et importés hors contingentement; leurs prix d'achat, par des Syriens installés à Dubaï sont

⁴ Les statistiques sont imprécises: le recensement de 1992 signale 5438 « Arabes » en Bulgarie, comptés comme partie des « populations musulmanes » regroupant 14 % de la population (avec les turcophones bulgares et les Pomaks). Celui de 2001 signale 3000 Syriens, tous statuts confondus, ayant créé plus de 1000 entreprises (commerces, bazars, artisanat) à Sofia.... Et une enquête de l'OIM de 1994 signale, elle, 1780 Syriens, 390 Irakiens, 275 Iraniens et 129 Afghans possédant un statut de résident permanent ou de longue durée.

⁵ Cette enquête, dont nous ne signalerons que les résultats concernant cette recherche, menée avec l'aide de chercheurs de l'IFEA (Institut d'Études Anatoliennes d'Istanbul - CNRS et MAE) fut suffisante pour la problématique du changement urbain à Sofia, mais elle peut être considérée comme préalable à une recherche sur les migrations balkaniques.

inférieurs en moyenne de 65 % aux prix pratiqués en Europe de l'ouest. Les reventes à Sofia les amènent de - 65 % à - 40 %, ce qui représente un bénéfice net d'environ 3 000 euros pour le convoyeur et de 2 000 euros pour le commerçant dernier vendeur sur un transport moyen de 20 000 euros. De Damas et d'Alep, ce sont toujours les bijoux en or qui sont transportés : acheté 30 % moins cher qu'à la revente en Bulgarie, cette transaction donne lieu à partage ; une « fourmi » afghane des trafics peut raisonnablement espérer 4 500 euros d'un passage. À Istanbul, des vêtements de cuir, cousus ou griffés, lorsqu'il s'agit de contrefaçons, dans le quartier à forte concentration d'ateliers afghans de confection près d'Autogar, la grande station de départ des autocars pour les Balkans, sont entassés dans des remorques. Une centaine de blousons de cuir revendus autour de 60 euros pièce, rapportent environ 1 500 euros aux passeurs. Les gains effectués par des petits travaux tout le long du parcours, pourvoient aux frais de route et permettent d'envoyer de petites sommes à la famille restée au pays. Enfin, après délestage à Sofia, où les commerçants syriens revendent sur place ou bien font circuler vers la Serbie, des invendus de voyages précédents sont acheminés, par un circuit maritime sur la Mer Noire, à partir de Burgas ou de Varna, vers la Roumanie, à Constanza, l'Ukraine, à Odessa, et enfin la Géorgie. Ce « complément de retour », rapporte environ 4 000 euros. Dans une tournée d'une année, ces Afghans et Iraniens peuvent donc compter sur un gain d'environ 12 000 euros.

Quatre semaines d'accompagnement de cars d'Istanbul à Varna ou Sofia, au mois de juin, nous ont permis de situer très approximativement dans cette durée, le flux d'Afghans à 6 000 personnes⁶. Soit des autobus sont affrétés à Istanbul pour Sofia, soit des commerçants attendent les passeurs à Burgas, port proche de la frontière turque. Enfin, le retour d'une pratique locale bulgare pré-socialiste nous a été signalé : le gourbet. Des habitants de villages se regroupent afin d'aller travailler (cueillettes, bâtiment,...) dans les pays balkaniques voisins. Il semble

⁶ Devant l'absence totale de données, nous avons dû reprendre cette enquête, possible grâce à la rencontre à Istanbul, par une occasion fournie par J.-F. Pérouse, chercheur à l'IFEA, d'un affréteur maritime et terrestre russe ayant travaillé comme coopérant, avant la perestroïka, durant dix années sur le port d'Alger.

que ces groupes achètent des marchandises aux revendeurs syriens, afin de les commercialiser lors de leurs tournées régionales.

Les Syriens bulgares sont donc au cœur de vastes transferts internationaux de marchandises. C'est probablement le rôle essentiel de ces flux de nouveaux migrants transnationaux, de plus en plus denses, d'acquérir et de développer une compétence circulatoire, qui se conforme étroitement aux projets de la

mondialisation économique « sauvage », parce qu'ultralibérale: faire parvenir en tous lieux et en tous temps aux moindres recoins solvables du globe, des marchandises dont les aléas des politiques nationales, désormais locales, pourraient les priver. Il est évidemment à première vue paradoxal de constater que ce sont des formes de contrebandes très en vigueur dans le monde précapitaliste qui se mettent au service de cette grande expansion du capitalisme...

La densification des populations « Arabes », comme les désignent les démographes bulgares, au cœur de Sofia n'est donc pas un phénomène classique d'apparition de quartiers ethniques pauvres dans une ville en expansion: les 34000 Arabes, pour moitié en situation régulière et pour moitié sans autorisations, qu'a recensés l'ONG *International Centre for Minority studies and Intercultural Relations* de Sofia, sont très généralement plus riches que les habitants bulgares de la ville, et représentent là l'impuissance des savoir faire commerciaux moyen-orientaux, un vaste « Sud », du Caire à Islamabad. À la question sur l'absence de visibilité locale de cette richesse, le commerçant syrien que je rencontrai longuement me dit qu'aujourd'hui le rôle des siens était de conforter leur position dans la ville avec discrétion, l'étape d'ouverture de commerce de rue étant désormais bien entamée, il convenait de généraliser l'effort de réhabilitation des maisons anciennes qui forment leur quartier de résidence, plus que des rénovations souvent tapageuses et mal connues dans Sofia; « nous ne devons pas, me dit-il, être assimilés aux populations locales mafieuses, qui exhibent leurs richesses ostensiblement et provoquent une aversion profonde chez leurs concitoyens bulgares ». Pour l'heure, ces mafieux jouent le rôle de miroirs aux alouettes et, conclut-il, quand l'Europe ou bien le peuple, selon un autre scénario politique possible, se débarrasseront d'eux, nous serons suffisamment solides pour apparaître au grand jour comme ceux que nous sommes: de sincères concitoyens bulgares, ouvrant des perspectives économiques, donc politiques, inespérées voici peu, sur un Moyen-Orient, proche dans les périodes historiques fastes, et lointain dans les temps de conflits et de misère ». Cette analyse nous fut proposée par les diverses personnalités syriennes, afghanes, libanaises et palestiniennes que nous avons rencontrées. Elle apparaît de façon récurrente dans les quotidiens bulgares, depuis cinq années environ. Des débats politiques sur le bien-fondé de l'adhésion à la communauté européenne se nourrissent du débat sur l'« alliance au Sud » versus « l'écrasement par le Nord ».

Une « gentrification » ostentatoire : nouveaux riches, « nécessairement » mafieux

Lorsqu'on leur pose la question de la présence, à Sofia, de populations riches susceptibles d'agir sur les formes urbaines, nos collègues chercheurs bulgares répondent unanimement que ces personnes composent environ 15 % de la population de la capitale, et que plus de la moitié d'entre elles tirent leurs revenus de pratiques mafieuses. Nous avons donc tenté de savoir plus précisément qui sont ces fameux 15 %. Cette proportion est en fait directement tirée de la population résidente dans des zones de la ville ou de ses environs, engagées depuis les années 1996 dans des rénovations hardies, souvent tapageuses, tels ce palace en forme de château fort, et les résidences qui l'entourent désignés par le sobriquet de « Beverly hills », construits dans les quartiers collinaires de Dragalevtsi à Vladaya, au sud de Sofia, sur les premiers contreforts de la montagne Vitocha, dans la direction de la Macédoine voisine, là même où prospéraient jadis les seules villas de la nomenklatura. En fait, si nous retirons de la population de ces quartiers, les anciens propriétaires qui se sont maintenus là en louant des parties de leurs villas, leurs nouveaux locataires, les petits commerçants locaux⁷, les personnels de service des grandes villas, les nouveaux personnels politiques qui ont racheté des maisons modestes, les artisans (surtout du bâtiment) qui autoconstruisent des villas modestes, le chiffre de 15 %, usuellement donné, serait beaucoup plus près de 5 %. Les populations moyen-orientales sont absentes de ces quartiers. Là, se développent deux types de constructions : des rénovations d'anciennes villas, selon une échelle de la simple réhabilitation par peinture des façades et changement des fenêtres et des portes, jusqu'à des reconstructions hardies, gérées par des cabinets d'architecture, puis des constructions nouvelles, entourées de hauts murs de clôture

■ Dans mon enquête j'ai été aidé par Svetla, une Bulgare de quarante cinq ans, fille d'ambassadeur, études secondaires et supérieures en France et en Suisse, un doctorat de chimie obtenu en Bulgarie. La disgrâce de son père, en 1991 l'a contrainte à vendre des sandwiches dans une petite échoppe d'une place de Dragalevtsi où la famille essaie de conserver sa maison (en louant aussi deux niveaux).

surveillés par des caméras, et des vigiles habillés de noir, jusqu'au bonnet de laine, qui font au visiteur de larges signes d'avoir à décamper, avant de se saisir de leurs talkies-walkies au cas où il n'obtempère pas. Des chiens muselés, tenus en laisse, sont usuellement exhibés. Après une visite rapide de quelques sites, avec Svetla (voir note précédente), rapidement achevée sous les injonctions des inévitables gardiens aux uniformes noirs, je retournai, costumé et seul, dans un de ces quartiers, qui me paraissait atteindre des

sommets du mauvais goût hollywoodien. Là, l'hôtel-palace en forme de château fort de six étages, flanqué de tourelles d'angles et festonné de créneaux multicolores, trônait sur six regroupements de villas clôturées, un centre de loisirs aquatiques « swachgames », des salles de musculation, et un centre médical, où les diverses spécialités, présentées en anglais sur un vaste panneau extérieur énuméraient les appartenances des praticiens à diverses associations internationales aux adresses anglaises, américaines et suisses. Je notai une adresse parisienne de société de néphrologie, que je ne pus identifier une fois revenu en France. Lors de cette visite, je parvins à entrer dans le hall de l'hôtel-château, où je demandai une chambre. Il me fut répondu que tout était complet: il n'y avait aucune voiture sur le parking, toutes les clefs des chambres pendaient sur un présentoir et les rideaux de toutes les fenêtres étaient clos. Puis je me dirigeai en boitant vers le cabinet médical, ayant appris par le grand panneau la présence d'un ostéopathe correspondant d'une Académie londonienne: une réceptionniste me dit qu'il s'agissait d'une « fondation privée internationale » et que je ne pouvais consulter que sur rendez-vous. Lorsque j'arguai d'une urgence, elle me proposa de téléphoner à une ambulance pour me conduire dans un hôpital de Sofia. Je longuai le « swachgames », qui, lui, résonnait des cris de baigneurs, et entrai dans un de ces espaces clôturés qui, là, agrégeait sept grandes villas. Deux personnes âgées, revêtues d'un uniforme gris, me firent signe de rebrousser chemin. Je montrai une villa en bout de rue et continuai mon chemin: une voiture arriva alors très rapidement de je ne sais où, et deux « vigiles vêtus de noir » me proposèrent très poliment — « it's enough for to day » me dirent-ils en riant — de m'asseoir à l'arrière puis me raccompagnèrent sur la petite place de Dragalevtsi où m'attendaient, dans le minuscule estaminet, Svetla et trois autres personnes. Il s'agissait d'employés d'entretien des « établissements » que j'avais tenté de visiter. Chacun me dit qu'il n'y avait jamais de client dans l'hôtel et pas plus de médecins dans le centre médical, mais que, par contre, le ballet des grandes 4x4 noires BMW, Mercedes et Porsche, ces dernières étant les plus nombreuses, était incessant, avec, toujours, à bord, derrière des vitres noires, les inévitables vigiles. Il était difficile de faire mieux en matière de mise en scène de séries B hollywoodiennes. Mes interlocuteurs insistèrent sur la morgue de ces « nouveaux riches », sur le fait que l'on ne connaissait pas les origines de leurs fortunes, sinon, pour quelques-uns l'expropriation, dans Sofia, de multiples familles. Par ailleurs ils me signalèrent que ces personnes, malgré elles, étaient en train de provoquer la venue de milliers de visiteurs, pour voir « le spectacle » depuis l'axe

routier principal, et qui consommaient sur place : les estaminets comme celui de Svetla étaient en effet nombreux, et, vers trois heures de l'après-midi, ce samedi là, plusieurs centaines de personnes débarquèrent des autobus des lignes 64 et 98, donnant à la place l'allure d'une kermesse. Les langues se déliaient pour dénoncer ces abus de richesse, et quelques-uns allaient en excursion vers les portails des enclos surmontés des créneaux du château-hôtel, avant de se faire copieusement injurier par les vigiles regroupés derrière une barrière de chiens. Parfois une voiture luxueuse passait et ralentissait sous les quolibets de la foule ; les vitres noires étaient remontées, et il arriva qu'un occupant d'une somptueuse voiture montre sa tête pour cracher en direction de la foule. Les anciens membres de la nomenklatura, ou leurs enfants, servaient sandwiches et friandises cuisinées à la maison et enroulées dans du papier journal en exacerbant, par leur colère quotidienne, l'indignation collective. Les propos échangés entre toutes ces personnes, qui prenaient leurs voisins à témoin, étaient indignés : « voilà où l'on en est ! C'est ça la liberté promise ! », « c'est pire qu'avant » disaient d'autres, attirant la réponse des ex-apparatchiks « jamais nous n'avons craché sur le peuple » : phrases clefs échangées sur cette place « du spectacle de la gentrification ». Phrases entendues très souvent ailleurs dans Sofia.

« Gentrification » et paupérisation liées à l'émergence des « nouveaux riches »

L'allusion qui m'avait été faite, par les trois compagnons de Svetla, et par une collègue universitaire, aux spoliations d'appartements par des « mafieux » correspondait bien à la réalité. À partir de 1993, et surtout dans les quartiers sud proches de Touka, où on abandonne le tramway centre urbain n° 14, pour prendre les bus 64 et 98 en direction de Dragalevtsi, des commerces « toucrédit » s'installèrent au bas d'immeubles construits dans les années 1970 et 1980 dont les logements appartenaient à d'anciens fonctionnaires moyens, souvent demeurés en poste, mais aux salaires désormais ridicules de 80 à 120 euros par mois. Ils proposèrent aux habitants des formules de « crédit cumulatif à long terme », c'est-à-dire d'ardoises permettant d'acheter, quand nécessaire, utile, ou agréable, de l'alimentation, des vêtements, des appareils électro-ménagers, audio-visuels, ou d'autres applications électroniques. Au bout de deux ou trois ans la note était présentée aux familles qui, ne pouvant la régler, étaient expulsées avec un pécule leur permettant à peine d'aller se loger dans de vieux appartements délabrés du centre ville. Lorsque l'immeuble entier est ainsi accaparé par le commerce

« toucrédit », une réhabilitation s'en suit, attirant des familles aux revenus de 250 à 400 euros, susceptibles d'évoluer rapidement après l'intégration européenne, auxquelles sont proposées des formules de « location achat » directement garanties par les gérants du commerce « toucrédit » de rez de chaussée qui dès lors, migre vers un autre immeuble. Ces deux dernières années, les prix de l'immobilier ont été multipliés par cinq, sous l'influence conjuguée des transactions que nous venons de signaler, et de l'arrivée d'investisseurs britanniques, qui créent des petits ghettos de réhabilitations, dans quelques quartiers de Sofia, ou encore dans des villages ruraux, déstructurant les modes d'exploitation agricole antérieurs. Les banques bulgares, actuellement, ne prêtent pas pour de tels achats. Des petits commerces de proximité, des cafés, des coiffeurs, etc., sans lien avec les précédents « toucrédit », s'installent dans les rez-de-chaussée, et tout ce monde là attend sa promotion au statut de « nouvelle classe moyenne », adoptant par avance les comportements supposés de celle-ci. Mais cette population est terriblement fragilisée par la stagnation de son pouvoir d'achat face à l'augmentation du foncier : la plupart de ces habitants ont contracté des emprunts auprès de leurs interlocuteurs immobiliers mafieux, avec des clauses de réajustement de la dette en fonction de l'évolution du coût de la pierre... Une « gentrification du pauvre » nourrit l'autre, celle du riche, en somme.

Les manipulations autour du foncier ne sont pas les seules sources d'enrichissement des populations mafieuses. La Bulgarie est une voie privilégiée des trafics d'héroïne afghane ou turque (c'est souvent la même morphine base afghane, qui est transformée en Turquie). Les « foumis » afghanes qui ne pratiquent pas les détours par le Golfe, pour s'en tenir à des trafics de produits d'usages licites, passent directement par le nord de l'Iran, ou l'Azerbaïdjan, puis par la Turquie pour les premiers, la Géorgie et la Mer Noire pour les seconds, et déferlent en Bulgarie par Istanbul ou par le port de Burgas. Les turcophones présents dans le Sud de la Bulgarie, plus ou moins assistés par des Roms musulmans, relayent les Afghans pour les passages en Macédoine, puis dans la région « sans État » de la « grande Albanie », à l'Ouest du Kosovo, afin d'atteindre le Monténégro et d'y embarquer, dans les petits ports côtiers de l'Adriatique, les psychotropes à destination de l'Italie.

Les Roms concernés par ces commerces sont en réalité peu nombreux : beaucoup plus, comme ailleurs en Europe, autoconsomment l'héroïne de très mauvaise qualité qu'ils transportent, provoquant l'intervention d'ONG, telle Médecins du Monde.

Deux regroupements de Roms existent depuis plus de trente ans dans Sofia, l'un à l'Ouest, le long de l'avenue Alexandrov, regroupe des petites maisons : nostalgiques, leurs habitants montrent les balais et les vêtements qu'ils enfilaient voici encore quinze années, quand un travail au moins était attribué à chaque famille, pour l'entretien des rues. L'autre à l'Est, près de la gare, est formé d'immeubles dans un état sordide aujourd'hui. Maladies et misère ont rapidement dégradé l'aspect même de cette population : habits déchirés des enfants, qui mendient, mères assises en rond sur le sol humide des cours, véhicules rouillés, amoncellements de déchets au rez-de-chaussée, au droit des fenêtres. La complémentarité économique des Roms, en ville comme à la campagne, dans les coopératives où ils occupaient de nombreux emplois, est morte depuis le changement de régime. Et, si quelques rares intérieurs cossus, dans ces quartiers, témoignent de l'implication de certains dans les trafics, la misère est généralisée. À Podgorica, au Monténégro, où nous avons vu arriver des camions de Bulgarie, qui facilitent la circulation des psychotropes dans ces zones « sans État » ; nous n'avons noté la présence d'aucun conducteur ou accompagnateur Rom ; par contre les camions appartenaient à des compagnies gérées par des Bulgares présents sur les coteaux « gentrifiés » de Dragalevtsi. Ici comme ailleurs, en Europe, les Roms servent d'arbres qui cachent les forêts.

En somme, l'enrichissement inconsidéré de quelques-uns, acteurs d'une « gentrification » outrancièrement provocatrice, et d'une tentative de « gentrification », via les réhabilitations d'immeubles, d'une population fragile et manipulée, se paie par la déshérence des plus pauvres, l'approfondissement des stigmates et de la xénophobie qui les concernent.

Le « sort du commun »...

Nous venons d'envisager la situation d'environ 20 % de la population de Sofia. Pour les habitants partageant le sort commun, les salaires, quand il y a du travail (plus de 27 % de chômeurs) ne dépassent guère cent euros par mois. Une visite des grands marchés ouverts, et des commerces de rues, nous a permis de noter les coûts des produits les plus utilisés pour l'alimentation. Un kilogramme d'oignons, de tomates, de fruits, ou un litre de vin : de 0,40 à 0,60 euro, navets, pommes de terre, 0,30 euro, haricots secs, 0,80 euro. Ventrèche fumée, 2,5 à 3 euros le kg. Bas morceaux de bœuf, 5 euros kg. Porc frais, 2 à 2,50 euros. Poisson sec, 3 euros le kg, et frais, 6 euros. Les fruits et les légumes s'achètent à l'unité : une mandarine par ci, trois pommes de terre par là... Les loyers, dans les immeubles construits dans les années 1970 et

1980, qui recouvrent l'essentiel de cette ville reconstruite dans l'après-deuxième guerre: 60 euros un deux pièces, 80 un trois pièces. Les aides sociales sont minimales: environ 20 euros par enfant. Voici donc à résoudre une équation, dont le résultat nous dit qu'il est impossible pour une famille de vivre actuellement à Sofia. Des familles se regroupent dans un seul petit appartement, d'autres quittent la ville pour des villages; toutes entretiennent des liens très étroits avec leurs familles ou amis ruraux: les entassements de pots de confitures, de légumes, de confits, sont impressionnants. Les plafonds de cuisines supportent des dizaines de ventrèches à sécher. Chacun, qui peut louer un lit ou une pièce accepte un entassement ailleurs. Dans un square central, entre le Ministère des Affaires Économiques Internationales et une grande Église Orthodoxe Serbe, nous avons compté 127 personnes sans domicile, un vendredi après-midi. Ce qui semblait être une manifestation ou un attroupement en vue, par exemple, d'une distribution de nourriture ou de vêtements, n'obéissait en fait à aucune de ces opportunités. Un prêtre, à l'entrée de l'église orthodoxe, me dit que là, ces personnes ne craignaient pas la police car « en cas d'arrivée des camions qui les ramassent et les amènent en banlieue, ils entrent tous dans mon église où ils sont intouchables ».

Les nostalgiques de la période socialiste sont désormais légions, et se comptent non seulement parmi les populations qui vivent de ces petits revenus mensuels, mais aussi parmi les professions de l'enseignement (assistant d'université, 150 euros, professeur, 350 euros, instituteur, 180 euros). Le spectacle des rues, la solvabilité des chalands n'étant pas au rendez-vous, est triste, dès que l'on dépasse les quelques avenues autour de l'hyper centre: très peu de commerces, produits proposés obsolètes. Le « quartier Arabe » est très fréquenté par tous ceux qui cherchent des produits bon marché et neufs, ce qui lui confère une sorte de statut de « gentrification à l'envers ».

Ainsi donc va la « transition vers le capitalisme », thème idéologique inlassable de la demande faite par le pouvoir d'attendre encore un peu: environ 45 % de la population urbaine dans une pauvreté profonde, 20 % dans la misère, 15 %, les étrangers, autoconstruisant leur développement, 12 % vivant « dignement » avec des salaires de 400 à 800 euros, et environ 8 % exposant une richesse inouïe.

Alicante: réhabilitations et « gentrification » dans une ville mondialisée

Alicante, à l'image du grand port voisin de Valencia, à 170 km au nord, a historiquement joué le rôle de porte ouverte de l'Espagne, et plus précisément de Madrid, sur la Méditerranée. Le port de Valencia s'est plutôt

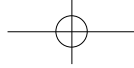
spécialisé dans les grands flux de marchandises, et a beaucoup « tiré » le développement de sa ville dès lors que les implantations industrielles se multiplièrent près de ses moles, au XIX^e siècle; le trafic des produits agricoles, durant le XX^e, accrut encore cette puissance, sans supplanter le rôle des industries. Quant à Alicante, son port était plutôt, comme il l'est encore, réservé aux voyageurs et aux produits manufacturés à Madrid, présentés dans des boutiques près des quais, aux commerçants venus du pourtour méditerranéen afin d'acheter ou de commander par quantités. Toutes deux dans l'aire catalane, Valencia et Alicante se différencient historiquement par leurs populations contrastées: milieux ouvriers de forte densité pour la première, populations d'origines espagnoles et étrangères variées, autour des métiers du commerce, pour la seconde. Valencia comptait 777 000 habitants en 2000 et 747 000 en 2005, et Alicante respectivement 275 000 et 267 000. Toutefois, alors que la première se présente comme une ville compacte séparée de son port, Alicante, dont la ville basse donne directement sur le port, est au cœur d'une conurbation de villes: Benidorm à 40 km au nord, Santa Pola à 17 km au sud, Elxe à 22 km et Crévillente à 27 km à l'ouest. Les échanges sont constants et de forte intensité entre ces villes, de telle sorte que le dimensionnement réel des services et commerces d'Alicante concerne plus de 450 000 habitants. La perte de 8 000 habitants à Alicante, entre 2000 et 2005 a été largement compensée par une augmentation de la population dans les cités en conurbation.

Étages territoriaux et populations spécifiques à Alicante

Alors qu'un boulevard périphérique délimite les zones de haute densité résidentielle de la commune, le front de mer et le château Maure « Santa Barbara » ont façonné les morphologies socio-urbaines alicantines.

- Le site collinaire, du château Maure au Port: un dédale de ruelles et d'escaliers joint ces deux sites. Petites maisons aux façades peintes à la chaux, aux portes bleues et aux balcons recouverts de carrelages, dans une végétation de minuscules jardins méditerranéens (figuiers, grenadiers, bougainvillées, agrumes, treilles,...) constituent le « vieux village » d'Alicante, dénommé « casc antic », désignation fréquente, en Espagne, des centres urbains historiques. La partie nord du port, était, jusque dans les années 1960 entièrement réservée aux pêcheurs inscrits maritimes, petits métiers et pêches plus importantes: les maisons du casc antic constituaient l'habitat de ces marins. Cette unité entre quartier, vieux port et population, laissa place, à partir des années 1970, à une autre unité « de remplacement »: des Britanniques achetèrent 85 % des maisons de pêcheurs, mouillèrent leurs bateaux de plaisance

dans le vieux port, et la municipalité créa, à partir des années 1980, un vaste ensemble immobilier et hôtelier de luxe sur la jetée nord. Bars, restaurants de poissons, boîtes de nuit, se pressent là, le long des appontements réhabilités, séparés du casc antic par une barrière d'immeubles 1930, qui hébergent des administrations et protègent les résidents britanniques des bruits nocturnes du port. Cette « enclave » urbaine et portuaire est largement ouverte sur la partie maritime de la conurbation: en effet, ce dispositif nocturne touristique, enrichi depuis peu par un grand casino sur la partie sud du vieux port (un tunnel sous l'entrée de la rade joint les deux quais), draine tous les soirs, de 17 heures environ à quatre heures du matin, des processions de bateaux de luxe venus de Benidorm, de Santa Pola et de diverses petites stations balnéaires. Les valeurs du m² résidentiel sont exorbitantes par rapport aux valeurs des autres quartiers d'Alicante: en juillet 2005 une maison du casc antic, de 90 m² environ, avec un jardin de 20m² a été vendue un million trois cent mille euros, alors qu'à 300 mètres de là, dans la vieille ville, des logements de 100 à 120m² en très bon état étaient mis en vente de 108 000 à 140 000 euros. La famille espagnole modeste, descendante directe de pêcheurs, rencontrée quelques jours avant la transaction nous dit sa haine pour les nouveaux venus: « partout en Espagne il faut partir des vieux quartiers sur la mer. [...] On ne pouvait plus vivre avec ces Anglais; ils nous imitent mais ça sonne creux; [...] maintenant tu sors et tu croises une anglaise avec des mantilles, alors tu n'en mets plus, même pour la fête de Moros y Christianos, et tout est comme ça, tu te sens complètement ridicule dans tout ce que tu fais, que tu manges, que tu regardes, que tu dis. [...] On est presque les derniers à tenir, et on s'en va, en Espagne, là-bas, de l'autre côté de la Rambla Nunez, à huit cent mètres d'ici, en Espagne. Alors, qu'ils paient, qu'ils paient. ». Exotisation insupportable pour les uns et création d'une culture spécifique pour les autres... qui les rattache symboliquement aux anciennes populations de bord de mer, et de fait aux populations riches internationales présentes d'Almería à Cadaquès sur la bordure méditerranéenne. Cette partie d'Alicante, extraite, en quelque sorte, de la ville, est en conurbation avec tous les autres lieux distingués des côtes européennes de Méditerranée, et, si l'on en croit la fréquentation de son casino et l'immatriculation des bateaux de plaisance, avec bien d'autres contrées habitées ou visitées par ce qu'il est convenu d'appeler la « jet society »: Saoudiens et Emirates, Russes, et franges excessivement riches de nombreuses nations pauvres, sont présents là, sur les quais nord du port d'Alicante, introduits en quelque sorte par la petite population anglaise du casc antic. Il y a là « gentrification », certes, et mixité



d'origines, mais en aucun cas mixités avec le reste de la ville. Le casc antic est devenu un lieu de centralité de nombreuses populations nordiques qui désormais travaillent à distance de leurs entreprises, via internet, sur cette côte espagnole, ou encore partagent entre nord et sud leur temps de travail puis de vie familiale.

- Voisine du casc antic et longeant le port de plaisance, vers le sud, la vieille « ville basse » maritime, qui regroupait jusqu'au début des années 1980 une lisière d'hôtels, sur le modèle des quartiers hôteliers de front de mer de Cannes, de Nice et d'autres villes de la Riviera italienne. Une allée magnifiquement arborée, l'Esplanada de Espana, les sépare des quais. Ces hôtels, supplantés par ceux construits sur le quai nord, exposent des façades grisâtres et abritent en rez de chaussée des restaurants bon marché. Derrière ces immeuble, et sur une profondeur d'environ trois cents mètres, la ville étrangère des « bazars et pensions ». C'est là que sont apparus, durant les années 1990, en simultanéité avec les réhabilitations et les constructions du casc antic et du quai nord, des dizaines de commerces tenus par des Algériens et des Marocains, et des locations, du type « pension » pour les résidents de ces deux nations de passage. Là encore que résident, dans des locations bon marché, des Maghrébins qui travaillent dans cette même ville basse, dans la restauration, l'hôtellerie, et le commerce. Mais ce lieu n'a rien à voir avec les quartiers maghrébins pauvres qui peuplent nos banlieues ou certains centres villes en déshérence : les associations de commerçants marocains et algériens ont fédéré des ressources de leurs membres afin d'acheter et de rénover de nombreux immeubles de ce quartier et personne, qui réside là, n'est au chômage ; il s'agit d'un quartier « de la réussite », nous disent plusieurs commerçants et les responsables municipaux de l'urbanisme.

Ce quartier d'Alicante est lui aussi ouvert sur la conurbation et sur l'internationalité : Crévillente, ville de plus de 30 000 habitants, à l'ouest d'Alicante et d'Elche, étape sur l'autoroute du pourtour méditerranéen, entre l'Italie, Marseille et le Maroc, concentre plus de cinquante commerces de tapis et d'appareils électroniques, que « chargent » quotidiennement les véhicules de milliers de « fousmis », petits migrants qui pratiquent le commerce international vers le Maroc et l'Algérie. Au grand quai est du port tout proche, véritable frontière maritime avec Oran et Melila, des milliers d'Algériens et de Marocains, venus d'Europe et bien sûr d'Espagne, embarquent sur des ferrys. Ainsi, rattaché aux incessants flux commerciaux terrestres de migrants commerçants résidant dans les nations européennes par l'autoroute et par le port, ce petit quartier d'Alicante peut rivaliser, en matière d'amplitude



et d'intensité des mobilités, avec son riche voisin du *casc antic*. Mais les populations des deux quartiers n'ont rien à négocier entre elles. Dans quelques appartements non réhabilités logent des personnes très pauvres, sur le mode de locations collectives ou de squats. Là, comme dans bien d'autres villes européennes, et quelle que soit la tolérance manifestée par les autorités vis-à-vis des commerçants maghrébins, le stigmate de l'« Arabe » se mêle bien à celui du pauvre. Par contre, ces Maghrébins entretiennent des liens privilégiés, nous le verrons plus avant, avec une autre population spécifique alicantine : les Pied noirs rapatriés d'Algérie au début des années 1960. On peut donc observer, dans ces zones centrales de la ville, la juxtaposition de deux mondes, deux parts de la cité, abstraits de l'agglomération d'Alicante. Dans le quartier des commerçants Maghrébins, la municipalité a entrepris des réhabilitations de rues, trottoirs et façades, sans que l'on sache trop s'il s'agit de ne pas trop effrayer les voisins riches du *casc antic* et du quai nord, ou d'accompagner le dynamisme commercial maghrébin par quelques aménagements. Un responsable de l'urbanisme, à la municipalité, nous affirme simplement que, dès lors qu'émerge une population étrangère à Alicante, la tradition consiste à l'installer au mieux, dans l'intérêt de tous les artisans et commerçants de la ville. Il est toutefois difficile de s'en tenir à cette définition : l'exemple de la misère des Gitans, cantonnés dans un quartier nord de la ville dans des cités insalubres, ou des Marocains pauvres, récemment arrivés pour travailler dans les services et l'agriculture, dans des friches portuaires au sud, est là pour tempérer cette déclaration très conforme à l'idée locale du cosmopolitisme alicantin. En fait, il semble bien que ces deux « réussites » de réhabilitations de quartiers avec mutation des populations, aient été permises dans la mesure où des familles alicantines bourgeoises y trouvaient un fort intérêt. La rénovation et l'aménagement du quai nord et du *casc antic* ont satisfait, via l'action immobilière de la chambre de commerce et d'industrie, des responsables d'entreprises portuaires qui périclitaient depuis les années 1960. Quant à l'implantation de la centralité commerciale maghrébine dans la vieille ville « basse », elle a été accompagnée par les milieux Pied noirs, qui, depuis les années 1960, développaient les circulations maritimes de personnes et avaient acquis, dans la dernière période franquiste, une influence importante sur la bourgeoisie locale.

- Les Pieds-noirs furent probablement, durant la période franquiste, la première migration qui tenta un renouveau des activités portuaires. Plus de 30 000 d'entre eux passèrent par Alicante ou y demeurèrent (12 000). Il s'agissait d'un « retour » de populations expatriées au début

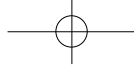
du xx^e siècle : le plus souvent ces personnes avaient perdu tout contact avec leurs origines espagnoles mais, accrochées à l'idée d'une « Algérie française », l'exil dans cette région espagnole si proche d'Oran, autour de leaders de l'OAS « civile », comme Ortiz, leur paraissait être une solution d'attente plus sensée qu'une installation en France. La municipalité et l'État leur concédèrent une frange du domaine public de bord de mer, après la plage du Postiguet, sous le château Maure, au nord du port. Ils construisirent alors un grand ensemble de logements d'architecture verticale et plusieurs milliers d'entre eux habitèrent là, sur la mer. Les Pieds noirs n'avaient pas attendu longtemps pour investir dans les activités portuaires : certains d'entre eux utilisèrent leur expérience de gestion de compagnies de navigation internationale en Algérie pour investir dans le cabotage méditerranéen et dans le transport maritime de personnes et de charges moyennes. De nombreux Juifs figuraient parmi eux, qui prirent parole avec des Juifs marocains récemment installés dans la ville. Dès que les Marocains apparurent à Crévillente, dans les années 1990, et que les Algériens de France se détournèrent, simultanément, de Marseille pour Alicante afin de rejoindre Oran, et même Alger, ces entrepreneurs Pieds noirs aperçurent une opportunité pour relancer la navigation de personnes vers le Maghreb. La ligne Alicante Oran devint quotidienne, et celle pour Mèlilla fut inaugurée avec succès. C'est alors que des locaux furent achetés dans la ville basse et cédés à des Algériens et à des Marocains pour leurs activités commerciales de chargement de véhicules individuels des « fousmis ». Ainsi, les Pieds noirs apparaissent en renforcement de cette population que nous avons précédemment signalée : une population voici peu étrangère en renforce une autre actuellement étrangère, sans faire de lien avec d'autres populations d'étrangers. Une ritournelle de l'altérité marque les emprises urbaines de bord de mer, et les tourne vers des contrées lointaines.

- La Communauté européenne a doté Alicante de l'Institut Européen de Normalisation : décision prise en 1998 d'implanter là, au sud du port, sur la route de Santa Pola et de l'aéroport, cet organisme fort, à terme de plus de deux mille salariés dont une moitié d'ingénieurs et cadres supérieurs. Un programme immobilier luxueux fut développé à proximité immédiate des bâtiments de cet organisme. Mais, là, il semble bien que cette nouvelle population déroge à des processus précédemment signalés d'installation à Alicante : pas question de tailler un nouveau territoire, encore une fois abstrait des populations autochtones. La diversité d'origine des nouveaux venus ne se prêtait pas à une telle procédure, et les familles firent préférentiellement leur choix résiden-

tiels dans l'ensemble sud et ouest de la conurbation, produisant une sorte d'irisation cosmopolite dans divers quartiers centraux d'Alicante, d'Elche et de la côte vers Santa Pola. Une famille française, homme ingénieur, femme traductrice, deux enfants de 7 et 10 ans, qui me reçut dans son domicile à l'entrée de Santa Pola m'expliqua simplement son choix: les plages de sable propre et à quelques minutes de marche, au contraire de celle du Postiguet difficile d'accès à Alicante, l'école de l'Institut de Normalisation, où l'on se rend tous les jours pour travailler, l'aéroport voisin, des routes et autoroutes permettant des accès rapides à Elche au Nord-Ouest et Murcia au Sud, des loyers inférieurs de 30 % environ de ceux pratiqués dans les quartiers bourgeois d'Alicante. Autant d'avantages qui semblent augurer, dans les années à venir, du développement d'un pôle international dans la conurbation Sud d'Alicante, et au-delà. Dès lors l'ensemble même des côtes maritimes de la conurbation connaîtra le sort de celles d'Alicante.

- Pour la majeure partie de la population alicantine, formant la « ville espagnole », qui se réclame rarement de « familles originelles », ou catalanes (nous sommes à l'extrême sud de la zone d'influence historique, politique et linguistique catalane), et plus souvent d'origines madrilène ou albacetina, les quartiers et populations dont nous venons de parler sont lointains: « gens du Port » résume cette estranéité. Les jeunes pratiquent quelques boîtes de nuit du quai nord, mais préfèrent aller vers celles de Santa Pola, dont l'accès est de moindre coût. Par contre les grands marchés publics, couverts ou de rue, les nombreux petits commerces, les artisans, mais encore les médecins, avocats et autres professions libérales, sont situés dans cette zone urbaine, désignée comme la « ville espagnole », construite pour partie dans les années 1920, et pour partie dans les années 1950, à l'ouest du casc antic et de la ville vieille basse. Près du port industriel, au sud, des séries de logements sociaux, en habitat collectif de trois à cinq étages sans espaces verts, exposent des façades fanées. C'est là que résident les ouvriers et employés du port industriel, mais aussi de nombreux petits employés des commerces et entreprises de la « ville espagnole ».

Les valeurs du foncier ne semblent pas influencées par la « gentrification » des quartiers d'étrangers. Le prix moyen du m² est de 1 400 euros ce que l'on trouve dans les quartiers équivalents de villes de grande homogénéité comme Murcia ou Valencia. La population de la « ville espagnole » a sérieusement baissé, ces cinq dernières années, passant de 205 000 à 197 000 habitants. Cela contribue au maintien des prix moyens du foncier locatif ou en accession, et à un mouvement d'initia-



tive privée d'agrandissement des surfaces résidentielles, car les « étrangers riches ou pauvres » des quartiers du port ne sont pas intéressés par les offres locales.

La « tournée exotique », comme disent les habitants de la « ville espagnole », se fait en voiture, avec quelques haltes : on commence au sud par le spectacle de l'Institut Européen de Normalisation, puis on remonte par la vieille ville basse, où une halte permet d'acheter quelques bijoux à bas prix et de déjeuner ou de dîner de plats étrangers bon marchés, avant une promenade sur l'Esplanada de Espana, puis de se garer sur le quai nord, pour admirer les yachts et autres bateaux luxueux, de tenter une promenade dans les rues de la « ville anglaise », ex case antic, et enfin d'observer encore une fois, du surplomb qu'offre la corniche, le quartier Pied noir. C'est la « tournée » d'après-midi entière, pratiquée hebdomadairement par des milliers d'Alicantins, en dehors de la période des bains de mer, au sud du port, dans la direction de Santa Pola, en évitant la plage immédiatement au-dessous de l'Institut de Normalisation. Des « clubs », classiques maisons de passe, se sont installés là avant l'arrivée du personnel européen.

La réciproque à ces comportements n'existe pas : on ne va pas des quartiers d'étrangers dans la ville « espagnole », sinon pour un usage très fonctionnel de telle ou telle boutique ou du grand marché couvert

Gérer le « cosmopolitisme circulant »

Les autorités municipales, comme leurs opposants politiques, développent une théorie concordante de la gestion urbaine. Les étrangers proches, ou les Maghrébins, et lointains, ou les populations européennes et au-delà, doivent vivre en bonne intelligence avec les alicantins : les uns, étrangers, circulent, déménagent fréquemment et exigent la satisfaction de besoins d'un standard très élevé ou très différents de celui des autochtones, dès lors la séparation physique est nécessaire, et les autorités municipales doivent veiller à permettre l'accès des zones d'étrangers, en aménageant des espaces piétons, des parcs, les quais, des parkings, bref, tout ce qui doit contribuer au plaisir de cette fameuse « tournée » des habitants de la « ville espagnole ». À la question d'une éventuelle construction d'un rapport de voyeurisme en réponse à deux types de ségrégations : le premier confinant les Arabes dans un espace spécialisé, la ville basse, avec une ligne de fuite vers la mer et l'autoroute, et la mission de concentrer toutes les pauvretés de la ville, le second ségrégeant toutes les populations autochtones de la ville espagnole (« on peut voir le quai nord, mais sans y toucher, c'est comme au zoo, quoiqu'on ne nous fasse pas encore payer l'entrée » nous



disait un jeune alicantin de la « ville espagnole ») les réponses suggèrent une politique du développement urbain. En premier lieu, nous dit l'adjoint à l'urbanisme, encadrer les étrangers riches ou pauvres de leurs commerces dans leur propre espace c'est s'assurer la paix civile. En second lieu, installer ces populations remuantes le long du port, de la mer, éloigne de la ville les bruits qu'elles ne manquent pas de faire à toute heure, le plan de circulation permettant l'accès et le dégagement de ces lieux sans halte dans la « ville espagnole », où d'autres équipements, scolaires, sportifs, culturels, sans intérêt véritable pour les étrangers sont développés. Enfin, la chance que possède Alicante d'une telle articulation au monde ne peut plus se matérialiser, comme par le passé, par quelques maisons noyées au milieu de celles des autochtones, mais bien par des « quartiers monde ». Après avoir conjugué, de nombreuses façons différentes, les notions de « développement durable » de « gouvernance » et de « mixité sociale », notre interlocuteur nous affirma que la « mixité sociale existe ici plus qu'ailleurs, mais à une échelle autre » et que la « mission des autorités publiques est d'investir des fonds publics dans les services pour les populations espagnoles, de veiller au bon usage des fonds privés pour et par les populations étrangères, et d'aménager au mieux les circulations ».

Vous avez dit frontières ?

Nos enquêtes nous ont permis d'identifier ces deux villes comme modèles relativement uniques, les plus affirmés dirons-nous, de la transformation des villes à partir des mouvements migratoires récents. Il est à noter que ces deux villes sont dans des positions « frontières » dans les logiques originales de spatialisation dans les *territoires circulatoires* : elles bornent de vastes espaces criminogènes que les réseaux de « fourmis » évitent ou traversent sans halte, sans exercice de leurs compétences commerciales. Pour Alicante il s'agit de l'Andalousie, région qui concentre les trafics de personnes — sans papiers pour les cultures sous terre, femmes pour la prostitution —, les cigarettes et les psychotropes, le troc de divers produits européens vendus sur les marchés de Casablanca, contre du cannabis à destination d'Allemagne et des Pays-Bas, etc. et pour Sofia de la vaste région « sans État » qui fédère le nord de la Macédoine, l'ouest du Kosovo et le sud du Monténégro, ce que certains désignent comme partie de la « grande Albanie⁸ ». Là, dans une absence totale de services (école, téléphone, transports, poste, électricité, etc.) des propriétés agricoles se consacrant surtout à l'élevage ovin, hébergent des milliers de « vaincus » des guerres caucasiennes,

⁸En fait les régions albanophones s'étendent jusqu'en Roumanie.



moyen-orientales et balkaniques, en attente d'une éventuelle reprise d'hostilités autour de l'identité albanaise et musulmane. Les migrants Afghans ou Caucasiens qui desservent les Syriens de Sofia ne viennent pas par là, et les psychotropes en provenance d'Afghanistan, qui franchissent massivement ces lieux hautement criminogènes vers l'Italie sont acheminés, passés, par les sociétés locales. C'est ainsi que dans ces zones les frontières entre modèles ailleurs dominants et cloisonnés, voire antagoniques, des économies souterraines d'une part de portée internationale, économies de produits d'usages licites ou de produits d'usages illicites, d'autre part de portée locale, deviennent floues, poreuses, et permettent à des individus en circulation de passer de l'un aux autres⁹.

Oui, le débat sur l'étanchéité des portes européennes frontalières turques et marocaines apparaît comme dépassé, désuet. Par contre celui sur la « remontée des suds », sur l'inévitable porosité des frontières européennes est toujours d'actualité...



⁹ Nous menons actuellement une recherche « à compte d'auteur » sur ces phénomènes de permutations, chevauchements, des logiques migratoires et des références normatives qui les identifient, le long d'une « grande transversale », de Turquie et du Caucase jusqu'au Portugal.

